

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
Z.A de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 20/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HIGHLANDS II BEAUVAIS**

6 PLACE DE LA MADELEINE  
75008 Paris

Références : IC-R/359/25-CB/MC  
Code AIOT : 0005106238

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2025 dans l'établissement HIGHLANDS II BEAUVAIS implanté ZAC DU HAUT VILLE Rue Hippolyte Bayard 60000 Beauvais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIGHLANDS II BEAUVAIS
- ZAC DU HAUT VILLE Rue Hippolyte Bayard 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005106238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS possède un entrepôt de stockage à Beauvais. Cet entrepôt, composé de 5 cellules, a pour activité principale le conditionnement et la préparation de colis. L'actuel locataire de l'entrepôt est la société LUNDI MATIN LOGISTICS depuis le 25 février 2025. Les activités de l'entrepôt sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2009 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2021. Le site est désormais sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 pour le stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien des moyens d'intervention (extincteurs)	AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Entretien des moyens d'intervention (RIA)	AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Entretien des moyens d'intervention (Poteaux incendie)	AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Entretien des moyens d'intervention (Sprinklage et réserve d'eau)	AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Détection incendie et portes coupe-feu	AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6 et 8.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 25/02/2021, article 1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	AP Complémentaire du 25/02/2025, article 1.5.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités sur la thématique de la défense contre l'incendie.  
L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société de respecter les prescriptions applicables et de disposer de moyens de défense incendie entretenus et en bon état.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/02/2025, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Un point sur la gestion administrative a été réalisé lors de l'inspection.  L'exploitant a indiqué que LUNDI MATIN LOGITICS est l'actuel locataire et exploitant de l'établissement situé rue Hippolyte Bayard à Beauvais à la suite du rachat de la société DISPEO le 25 février 2025. L'exploitant indique également que la société HIGHLANDS II est le propriétaire depuis 2023 avec une gestion technique des lieux représentée par la société STAM.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Entretien des moyens d'intervention (extincteurs)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 8.3.6 : Equipements importants pour la sécurité des installations</u> [...] L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.  <u>Article 8.6.4 : Moyens de lutte contre l'incendie</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]

[...]

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### Article 8.6.6 : Vérification

L'ensemble des moyens de secours doit être régulièrement contrôlé au moins une fois par an, et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le registre de sécurité a été présenté. Il indique que la dernière vérification annuelle des extincteurs a eu lieu le 24/11/2023 par la société CHUBB SICLI.

Le rapport relatif à la vérification des extincteurs du 24/11/2023 indique :

- 293 extincteurs en bon état,
- 1 appareil non adapté au risque,
- 15 extincteurs à remplacer car révision décennale.

L'exploitant a transmis le bon pour accord du 13/12/2023 engageant le remplacement des 16 extincteurs faisant défaut (les remplacements décennaux et l'extincteur non adapté aux risques). Le registre indique que la société CHUBB SICLI a procédé au remplacement le 08/01/2024.

L'exploitant a indiqué qu'aucune vérification n'a été effectuée depuis ce contrôle.

**Non conformité (fait significatif) :** Les extincteurs ne sont pas contrôlés au moins une fois par an.

Lors de la visite terrain, l'inspection a procédé par échantillonnage, à la vérification de 3 extincteurs répartis dans l'entrepôt.

- l'extincteur 6 indique une date de mise en service en mai 2023 sans mention de vérification,
  - l'extincteur 46 indique une date de mise en service en mai 2023 sans mention de vérification,
  - l'extincteur 55 indique une date de mise en service en juin 2023 sans mention de vérification.
- Les 3 extincteurs étaient visibles et accessibles.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure de l'exploitant de disposer d'extincteurs maintenus en bon état, dans leur intégralité, sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Entretien des moyens d'intervention (RIA)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6

<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 8.3.6 : Equipements importants pour la sécurité des installations</u>  [...]  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p><u>Article 8.6.4 : Moyens de lutte contre l'incendie</u>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  [...]  - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues.  [...]  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><u>Article 8.6.6 : Vérification</u>  L'ensemble des moyens de secours doit être régulièrement contrôlé au moins une fois par an, et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de sécurité a été présenté. Il indique que la vérification annuelle du parc RIA a eu lieu :  - le 24/11/23 par la société CHUBB  - le 18/12/24 par la société ABAFLAM</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport relatif à la dernière vérification.  Ce rapport indique que 63 RIA ont été contrôlés, 3 d'entre eux présentaient des défauts  - Le RIA n°17 présente une fuite diffuseur  - Les RIA « cellule process pilier 28 » et « cellule process -22 » n'ont pas d'enjoliveur.  L'exploitant a indiqué qu'à la date de l'inspection, ces défauts n'ont pas été corrigés.</p> <p><b>Non conformité (fait significatif) :</b> Le parc RIA du site n'est pas entretenu.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a procédé par échantillonnage, à la vérification de 3 RIA répartis dans l'entrepôt. Ces 3 RIA indiquent une date de dernière vérification au 23 décembre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition :</b> mise en demeure demandant à l'exploitant de disposer de RIA maintenus en bon état, dans leur intégralité, sous 3 mois.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Entretien des moyens d'intervention (Poteaux incendie)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 8.3.6 : Équipements importants pour la sécurité des installations</u>  [...]  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p><u>Article 8.6.4 : Moyens de lutte contre l'incendie</u>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  [...]  - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :  5 poteaux incendie sur le site, 2 poteaux en extérieur (voie publique), d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir. Le débit total des poteaux d'incendie situés à moins de 200 m doit être de 300 m<sup>3</sup> pour 2 heures. Le débit unitaire de chaque poteau est de 60 m<sup>3</sup>/h. Le réseau des poteaux d'incendie est branché sur le réseau public ;  [...]  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><u>Article 8.6.6 : Vérification</u>  L'ensemble des moyens de secours doit être régulièrement contrôlé au moins une fois par an, et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 5 poteaux incendie sur site, répartis coté parking et quai.  Le registre de sécurité a été présenté. Il indique que les dernières vérifications annuelles des poteaux incendie ont été réalisées :  - le 20/06/2023 par la société JULIEN PROTECTION INCENDIE  - le 16/10/2024 par la société JULIEN PROTECTION INCENDIE</p> <p>L'exploitant explique l'écart de 16 mois entre les 2 derniers contrôles par les difficultés économiques de la société DISPEO.</p>

Le rapport de vérification du 16/10/2024 indique :

- Les 5 poteaux incendie du site ne présentent aucune anomalie,
- Les 5 poteaux incendie du site garantissent une pression >4,5 bar pour un débit à 60 m<sup>3</sup>/h.
- Les 5 poteaux incendie peuvent délivrer un débit de plus de 180 m<sup>3</sup>/h à 1 bar.

Le prestataire a également procédé à la réalisation de test avec l'utilisation de 2 poteaux en simultané.

Le test se portait sur l'utilisation du poteau n°2 (coté parking) et n°4 (coté quai). Les mesures indiquent un débit cumulé supérieur à 150 m<sup>3</sup>/h avec une pression résiduelle de 4,3 bars à 60 m<sup>3</sup>/h par poteau. Les résultats sont conformes à la prescription.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments permettant de vérifier que les poteaux incendie situés sur la voie publique sont vérifiés périodiquement et que les débits sont conformes à ceux de l'arrêté préfectoral.

**Non conformité (fait significatif) :** L'exploitant ne dispose pas d'élément permettant d'attester que les poteaux incendie présents sur la voie publique sont vérifiés périodiquement, ni que les débits sont conformes à ceux de l'arrêté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure de l'exploitant de se procurer et de transmettre à l'inspection sous 3 mois les éléments de vérification périodique des 2 poteaux incendie présents sur la voie publique.

**Observation :** Afin de s'assurer de la réalisation de la prochaine vérification périodique des poteaux incendie, il est demandé à l'exploitant de transmettre la date du prochain contrôle des poteaux incendie sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Entretien des moyens d'intervention (Sprinklage et réserve d'eau)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 8.3.6 : Equipements importants pour la sécurité des installations

[...]

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.



#### Article 8.6.4 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

[...]

- de 2 installations d'extinction automatique d'incendie alimentées chacune par 1 réserve d'eau de capacité unitaire de 500 m<sup>3</sup> ; les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. [...]

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### Article 8.6.6 : Vérification

L'ensemble des moyens de secours doit être régulièrement contrôlé au moins une fois par an, et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents relatifs aux vérifications et opérations de maintenance du système d'extinction automatique.

L'exploitant a présenté le rapport de la visite triennale du système d'extinction incendie réalisée par la société CSEI du 3/10/2022 au 10/10/2022.

Ce rapport mentionne des non conformités, notamment la présence de têtes de sprinkler à remplacer.

L'exploitant a indiqué que les remplacements préconisés n'ont pas été effectués.

#### Vérification annuelle :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification générale périodique des groupes motopompes diesel réalisée par la société ATSI le 04/10/2024. Cette vérification ne figure pas dans le registre de sécurité.

Le rapport d'intervention indique des non conformités sur les 2 groupes motopompes.

**L'exploitant a transmis la feuille d'intervention de la société ATSI du 28/10/24 indiquant la mise en conformité par le remplacement des filtres à air et de la sonde défectueuse.**

#### Vérifications semestrielles :

Le registre de sécurité a été présenté et indique que les dernières vérifications périodique du système d'extinction automatique ont été réalisées :

- le 10/05/2023 par la société CSEI,

- le 08/11/2024 par la société ATSI.

L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de vérification semestrielle depuis celle du 08/11/2024.

Le rapport de la vérification du 08/11/2024 indique de nombreuses non conformités, notamment les essais hebdomadaires non effectués périodiquement, des zones non protégées et l'entrave à la diffusion du sprinklage.

L'exploitant a indiqué que l'ensemble des non conformités n'avaient pas été levées.

Vérifications hebdomadaires :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre de suivi des vérifications hebdomadaires des systèmes sprinklers des années 2024 et 2025.

Pour 2024, la fiche de vérification présente de nombreux contrôles hebdomadaires manquants, notamment entre le 20/06/2024 et le 03/12/2024 où il n'y a eu que 5 contrôles renseignés. Depuis le 03/12/24, les contrôles ont été effectués toutes les semaines sauf pour le mois de juillet 2025 où seule 1 vérification a été réalisée dans le mois.

**Non conformité (fait significatif) :** Le système d'extinction automatique n'est pas maintenu en bon état et la fréquence de vérification semestrielle n'est pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant de réaliser les opérations de vérifications et de maintenance de son système d'extinction automatique, sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Détection incendie et portes coupe-feu**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/02/2021, article 8.3.6 et 8.6.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 8.3.6 : Equipements importants pour la sécurité des installations

[...]

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Article 8.6.4 : Moyens de lutte contre l'incendie

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### **Constats :**

##### Détection incendie :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du système de détection incendie, réalisée le 13/02/2023 par la société OEF. Cette intervention est renseignée dans le registre de sécurité .

L'exploitant a indiqué qu'aucune vérification n'a été effectuée depuis cette date.

Dans le rapport de contrôle, le technicien qui a effectué le contrôle indique qu'à son arrivée, 19 détecteurs étaient hors service. A l'issue du contrôle, les détecteurs Z202A12, Z4A22 et Z202A14 demeurent défectueux.

**Non conformité (fait significatif) :** Le système de détection n'a pas fait l'objet de vérification dans les 12 derniers mois et n'est pas en bon état.

##### Portes coupe-feu :

Le registre de sécurité a été présenté. Il mentionne que la dernière vérification des portes coupe-feu battantes et coulissantes a été réalisée le 07/10/2024 par la société PORTAFEU.

L'exploitant a présenté le PV de vérification de ce contrôle ainsi que les fiches d'intervention où figurent des anomalies sur 9 portes coupe-feu. Certaines anomalies reportées compromettent le fonctionnement de ce système de sécurité, notamment des portes qui ne se ferment pas complètement, des portes qui ne disposent pas de serrure ainsi que des interventions à réaliser sur certains des organes de manœuvre ou de déclenchement.

L'exploitant a indiqué qu'aucune réparation n'a été réalisée sur les portes concernées.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que la porte coupe feu donnant accès à un local compresseur était maintenue en position ouverte par un parpaing.

L'exploitant a expliqué que le fonctionnement des équipements présents dans le local entraîne une élévation de la température susceptible de déclencher le système de détection incendie.

**Non conformité (fait significatif) :** les portes coupes feu ne sont pas maintenues en bon état.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure de l'exploitant de réaliser la maintenance de son système de

détection incendie et de disposer de portes coupe-feu fonctionnelles sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/02/2021, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de mezzanines dans 3 cellules de l'entrepôt alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement ne mentionne l'existence que d'une mezzanine.</p> <p>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications apportées sur son site entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.</p> <p><b>Non conformité (fait significatif) :</b> l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications apportées sur son site entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition :</b> mise en demeure de l'exploitant de déposer un porter à connaissance intégrant l'ensemble des modifications apportées sur le site avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois